

Réponse du Parti Libéral

Question 1

Un gouvernement libéral réélu continuerait à travailler avec le secteur du porc pour continuer à développer l'accès aux marchés étrangers et augmenter nos exportations. Tôt dans notre mandat, nous avions établi une cible de 75 milliards \$ en exportations agroalimentaires d'ici 2025, et l'année dernière, nous avons atteint 74 milliards \$, une augmentation de 10 % par rapport à l'année précédente. Grâce à notre position forte au sujet du commerce, les exportateurs canadiens sont maintenant en relation avec 1,5 milliard de clients à travers plus de 50 pays. Nous poursuivons avec force une stratégie de diversification des exportations qui est soutenue par des investissements de plus de 1,1 milliard \$ afin de bénéficier de ces nouvelles ententes commerciales et aider les entreprises canadiennes à explorer de nouvelles opportunités d'exportation. Cela comprend de nouveaux délégués au commerce agricole déployés dans des marchés à travers le monde. Nous avons lancé une mise à jour électronique de notre marque Canada. Nous avons aussi étendu le programme CanExport pour aider les entreprises dans leurs efforts de marketing électronique. Nous continuons à travailler avec l'industrie du porc afin de consolider le rôle du nouvel Office canadien de promotion et recherche pour le porc que nous avons aidé à créer l'an dernier. Cet office va aider le secteur du porc à commercialiser les produits du porc et à développer de nouveaux marchés.

Parmi nos priorités commerciales, se trouve le lancement d'une nouvelle stratégie globale Asie-Pacifique pour accroître nos partenariats diplomatiques, économiques et de la défense dans la région, incluant de nouveaux accords commerciaux bilatéraux pour étendre ceux de l'APIE, et bâtir des liens économiques forts. Renforcer la coopération économique avec les Amériques fera aussi partie de nos priorités, ainsi que le développement d'une stratégie de coopération économique à travers l'Afrique.

Nous établirons un nouveau centre fédéral pour aider les entreprises canadiennes et les entrepreneurs à tirer pleinement avantage des opportunités créées par l'Accord Canada–États-Unis–Mexique, l'AECG, l'Accord global et progressif de partenariat transpacifique et les autres accords commerciaux.

Nous continuons à appuyer avec vigueur l'ordre international fondé sur les règles et rechercherons toutes les occasions d'éliminer les barrières, tarifaires ou autres, et d'accroître l'accès au marché pour les producteurs canadiens.

Question 2

Nous continuons à travailler au développement du marché chinois pour le commerce agricole. Nous avons nommé Dominic Barton comme ambassadeur en Chine; il était auparavant à la tête de la table de la stratégie économique qui conseille le gouvernement fédéral sur les façons de faire croître le secteur agroalimentaire canadien, et est un ardent défenseur du secteur en Chine et du développement de notre commerce là-bas.

Nous avons aussi créé le Secrétariat à l'accès au marché et avons travaillé sans relâche, à travers le secrétariat, à aplanir les irritants commerciaux présents au sujet du retrait de la liste des usines de production du porc. Nous savons que nos relations avec la Chine demandent une approche nuancée et complexe et nous continuons à défendre, à travers tous les canaux, la valeur des produits agroalimentaires canadiens, particulièrement le porc canadien de qualité supérieure.

Question 3

Au cours des six dernières années, nous avons travaillé avec diligence pour empêcher la peste porcine africaine d'entrer au Canada et pour protéger les producteurs de porc d'un tel scénario catastrophe. Un gouvernement libéral réélu continuerait d'explorer toutes les solutions possibles à cet effet, et considérerait de faire les investissements requis, y compris dans un Plan d'action panafricain pour la PPA. Nous sommes déjà fiers du leadership de notre gouvernement au sujet de cet enjeu. Nous avons conclu des ententes de zonage avec des partenaires commerciaux internationaux pour permettre le commerce sécuritaire de produits du porc provenant de zones libres de la maladie au Canada, dans le cas où il y aurait une élosion de PPA. Nous continuerons à obtenir d'autres ententes avec d'autres partenaires commerciaux importants. Nous avons investi 31 millions \$ pour augmenter le nombre de chiens renifleurs aux aéroports canadiens pour empêcher l'entrée illégale au Canada de produits de viande importés. Cet investissement porte déjà des fruits avec plus de viande de contrebande trouvée aux postes-frontière. Nous avons tenu le premier forum international sur la PPA à Ottawa en 2019 regroupant les États-Unis, le Mexique, l'Union européenne et plusieurs autres partenaires. Nous avons travaillé avec l'ACIA pour lancer une vaste campagne de sensibilisation qui a joint des dizaines de millions de personnes à travers de multiples canaux. Nos investissements substantiels dans l'ACIA aident à nous assurer que l'agence a les ressources pour ce travail des plus importants. Cette année, nous avons augmenté le budget de l'ACIA de 5 % par année (162,6 millions \$ sur 5 ans, dont 40 millions \$ en ce moment) pour soutenir les activités dans quatre domaines clés : certification à l'exportation en soutien à l'accès au marché, contrôle des importations, contrôle et surveillance intérieure, et numérisation. Nous continuerons à travailler avec le secteur du porc afin de protéger le secteur du porc de la menace de la PPA et d'en empêcher la propagation.

Question 4

Nous reconnaissons les efforts faits par nos agriculteurs et nos grands éleveurs à travers le pays, incluant le secteur du porc, qui ont fait des pas importants pour augmenter la production tout en diminuant les émissions. Nous croyons aussi que le secteur de l'agriculture peut jouer un rôle encore plus grand dans la solution climatique. C'est pourquoi nous avons investi, et augmenterons notre soutien, pour l'adoption de mesures durables à la ferme et de technologies propres qui sont directement profitables pour les producteurs de porcs.

Un gouvernement libéral réélu mettra en place notre plan pour donner aux agriculteurs un remboursement pour la tarification sur la pollution due au propane ou au gaz naturel utilisé pour les activités de la ferme comme le chauffage des étables — les premiers paiements pour cette année sont estimés à 100 millions \$ et augmenteront avec le temps. Ceci est en plus des autres exemptions déjà en effet pour les carburants de ferme du modèle de tarification fédérale sur la pollution. Et cela augmente encore nos investissements déjà importants en soutien aux producteurs pour une amélioration de leur efficacité énergétique et de leur réduction d'émissions. Cette année, nous avons inauguré un programme de technologie agricole propre de 165 millions \$, et notre plateforme propose de tripler ce programme, ce qui signifie le soutien d'environ un demi-milliard de dollars pour les projets de technologies agricoles propres au Canada. À l'opposé des gouvernements conservateurs précédents qui ont coupé dans la science et l'innovation, un gouvernement libéral continuerait à accroître nos réalisations grâce à des investissements substantiels en soutien à la science et à la recherche, parce que nous savons que c'est la meilleure manière de propulser vers l'avant le secteur agroalimentaire canadien.